30/01/2023

Les activités récentes de la fédération

N° 71

.

1 La fédération elle-même

Voici un point des informations transmises par notre fédération depuis notre bulletin n° 70 (donc en janvier 2023).

1.1 La lettre d'information de la fédération

Le dernier numéro de 2022 se fait l'écho notamment :

- De la très bonne organisation par nos collègues turcs de la réunion des associations nationales ;
- De notre coopération très dense avec Eurachem ;
- Des journées techniques organisées en France.

1.2 Le board du 19 janvier 2023

1.2.1 Affaire de personnel

Jusqu'en 2022, TIC council était l'employeur des deux personnes travaillant au secrétariat (dont la secrétaire générale Laura Martin). Le board a confirmé le besoin de deux personnes. Le budget 2023, amputé par une actualisation des cotisations inférieures à l'inflation, exige que la seconde personne soit salariée durant 6 mois par la fédération (dépense gagée par les recettes supplémentaires programmées).

1.2.2 Budget 2022

Nous avons équilibré nos comptes, en revanche le budget 2023 est délicat et les recettes complémentaires comme les Webinaires payants exigeront une coopération active des associations nationales pour répercuter l'information vers les laboratoires.

1.2.3 Autres sujets

Le board a permis de confirmer les priorités assignées au secrétariat :
– organisation de webinaires et d'événements
– relations avec les principales parties prenantes : Partenaires du protocole d'accord, DG de la Commission européenne, EA, ECHA, ASTM et autres parties concernées.
– Réunions internes
– Actions conjointes du secrétariat et des membres
Nous avons donné notre accord pour accueillir nos collègues anglais (BMTA) comme membre associé.
La réglementation belge nous oblige à une mise à jour (formelle) de nos statuts.
La réunion des associations nationales 2023 se tiendra à l'automne à l'invitation du Portugal, dans l'île de Madère
Le secrétariat va lancer un appel à volontaires pour l'organisation de l'AG 2023, à la fin du premier semestre.

1.3 Les évolutions techniques du laboratoire du futur

Voici les informations techniques relatives au laboratoire du futur repérées par la fédération durant ce mois :

- Des chercheurs du Centre de microbiologie et de science des systèmes environnementaux (CMESS) de l'université de Vienne ont cherché à savoir si les substances chimiques libérées par les pneus se retrouvent dans les plants de laitue et pourraient finalement se retrouver dans nos assiettes. Leurs analyses ont montré que la laitue a absorbé tous les composés étudiés, dont certains sont hautement toxiques ;
- Cherwell a présenté à Londres sa nouvelle gamme de produits de surveillance environnementale à la conférence Pharmaceutical Microbiology Europe ;
- Un nouveau modèle d'apprentissage automatique appelé LC-MS2Struct peut aider à identifier les métabolites avec plus de précision que la chromatographie liquide-spectrométrie de masse (LC-MS) traditionnelle. Ce modèle pourrait profiter aux domaines de la découverte de médicaments, du diagnostic et de la recherche fondamentale en augmentant la fiabilité de l'identification ;
- Des données récentes publiées par Autoscribe Informatics montrent l'étendue des secteurs d'activité qui achètent un système de gestion de l'information de laboratoire (LIMS), souvent pour la première fois. Cette analyse du marché montre que le panel de clients va bien au-delà des secteurs de la santé, des appareils médicaux et des produits pharmaceutiques ;
- Une équipe de chercheurs du département de physique et d'astronomie de Clemson et de l'Institut des nanomatériaux de Clemson (CNI) a mis au point une nouvelle méthode pour évaluer les matériaux thermoélectriques.

1.4 Les évolutions de la politique européenne en matière de conformité

1.4.1 Entreprises

- Le Conseil de l'UE a donné le feu vert final à la directive sur les rapports de durabilité des entreprises (CSRD) ;
- Le marché des nanomatériaux de l'UE devrait connaître une croissance régulière, tirée par les secteurs de la médecine, des soins personnels et de la fabrication. Le taux de croissance annuel composé prévu jusqu'en 2025 est de 13,9 % en volume et de 18,4 % en valeur, grâce aux progrès technologiques et à la forte demande des consommateurs ;

1.4.2 Pollution et produits chimiques

- La Commission a proposé un règlement révisé sur la classification, l'étiquetage et l'emballage des produits chimiques (CLP) et a introduit de nouvelles classes de danger pour les perturbateurs endocriniens et d'autres substances chimiques nocives afin de mieux protéger les personnes et l'environnement des produits chimiques dangereux ;
- La Commission a adopté une recommandation visant à promouvoir la recherche et l'innovation pour des produits chimiques et des matériaux plus sûrs et plus durables ;
- L'outil de recherche de la législation européenne sur les produits chimiques (EUCLEF) a été mis à jour avec des informations sur :
    - Le règlement sur les cosmétiques ;
    - La directive sur la limitation des substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques (RoHS) ;
    - Le règlement sur les produits phytopharmaceutiques ; et
    - le règlement sur les résidus de pesticides ;
- Les autorités nationales du Danemark, de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la Norvège et de la Suède ont soumis à l'ECHA une proposition de restriction des substances per- et polyfluoroalkyles (PFAS) dans le cadre de REACH, le règlement de l'Union européenne (UE) sur les produits chimiques.

1.4.3 Économie circulaire

- La Commission européenne a publié en 2022 sa proposition de révision de la législation européenne sur les emballages et les déchets d'emballages. Une table ronde impliquant la Commission européenne, des députés européens, des utilisateurs d'emballages et des représentants de la société civile, a permis de faire un point de cette proposition ;

- Dans une première industrielle, des chercheurs de l'université de Cambridge ont réussi à convertir deux flux de déchets — déchets plastiques et émissions de gaz à effet de serre (GES) — en produits chimiques utiles grâce à un réacteur alimenté par l'énergie solaire ;
- Le Conseil et le Parlement sont parvenus à un accord politique provisoire sur une proposition visant à renforcer les règles de durabilité pour les piles et les déchets de piles ;

1.4.4 Alimentation

- La commission a organisé début janvier une consultation publique sur la révision des règles de l'UE sur les matériaux en contact avec les aliments ;
- En 2023, la Commission programme 288 contrôles pour vérifier que les normes de l'UE en matière de sécurité des denrées alimentaires et des aliments pour animaux, de qualité des denrées alimentaires, de santé et de bien-être des animaux, de santé et de qualité des végétaux et, dans certains domaines, de santé humaine ;
- Le Codex Alimentarius a adopté plus 500 nouvelles normes de sécurité alimentaire lors de la 45e Commission. Parmi les onze nouveaux textes figurent des directives sur les aliments thérapeutiques prêts à l'emploi et sur la gestion des foyers biologiques d'origine alimentaire ; un code d'usages pour la prévention et la réduction de la contamination par le cadmium des fèves de cacao, et six nouvelles normes de produits ;
- La Food & Drug Administration (FDA) des États-Unis a terminé la première consultation préalable à la mise sur le marché de la « viande cultivée en laboratoire » ;
- La Commission européenne a publié son programme de travail sur les audits et analyses en matière de santé et d'alimentation pour 2023.

1.4.5 Numérique et IA

- L'ENISA a organisé, en collaboration avec la Commission européenne (DG CNECT), la 1re conférence sur la politique de cybersécurité dans l'UE. Le thème central a été le développement et la mise en œuvre de la politique de cybersécurité dans l'UE ;
- Les co-rapporteurs du Parlement européen ont fait circuler de nouveaux amendements de compromis à la loi sur l'intelligence artificielle (IA) proposant la manière de réaliser des évaluations d'impact sur les droits fondamentaux et d'autres obligations pour les utilisateurs de systèmes à haut risque.
- Le gouvernement suédois (présidence tournante) a demandé l'avis des États membres sur certains des points les plus controversés de la nouvelle loi sur les données, à savoir l'exemption pour les PME, le partage de données B2G et les secrets commerciaux ;

1.4.6 Cyber sécurité

- La commission des libertés civiles du Parlement européen (LIBE) a voté en faveur de la ratification du deuxième protocole additionnel à la Convention de Budapest sur la cybercriminalité, rejetant la tentative du rapporteur de la bloquer ;
- Deux directives clés sur les infrastructures critiques et numériques sont entrées en vigueur :
    - La directive (UE) 2022/2555 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 concernant des mesures visant à assurer un niveau commun élevé de cybersécurité dans l'Union (directive NIS 2)
    - La directive (UE) 2022/2557 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 concernant la résilience des entités critiques (directive CER).

1.4.7 Médical

- Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant les règlements (UE) 2017/745 et (UE) 2017/746 en ce qui concerne les dispositions transitoires pour certains dispositifs médicaux et dispositifs médicaux de diagnostic in vitro ;

1.4.8 Énergie et effet de serre

- Adoption par la Commission des règles de l'UE pour la certification des absorptions de carbone. L'objectif est de développer les absorptions durables de carbone et d'encourager l'utilisation de solutions innovantes pour capter, recycler et stocker le CO2 par les agriculteurs, les forestiers et les industries ;

- Climate gouvernance a organisé à Bruxelles une réunion le rôle des marchés du carbone dans la réalisation de l'objectif « net zéro »

2 Les instances d'accréditation

2.1 Actions communes à IAF & ILAC

2.1.1 Droit de vote des parties prenantes

Le scrutin de l'IAF et le référendum d'ILAC sur les droits de vote des parties prenantes pour une organisation unique sont terminés. Les résultats ne sont pas convergents (NB Le plafond de 20 % a les faveurs d'IAF), la prochaine étape consistera pour ILAC à organiser d'autres référendums.

2.1.2 Réunion à mi-parcours

Les réunions à mi-parcours se tiendront en mai 2023 à Belfast

2.2 IAF

2.2.1 Un nouvel usager de la base de données CertSearch

L'autorité Italienne anticorruption a fait connaître son intérêt pour cette base.

2.2.2 Croissance des membres

Depuis l'assemblée générale de l'IAF de 2021, l'IAF a accueilli 14 nouveaux membres, dont 10 organismes d'accréditation (OA) représentant 10 économies différentes et quatre associations parties prenantes qui opèrent dans le monde entier.

2.2.3 Un Powerpoint présentant l'accréditation

IAF a mis en ligne en janvier 2023 un PowerPoint (réalisé avec ILAC) expliquant le système de l'accréditation.

2.3 ILAC

2.3.1 Biobanques

Les demandes de reconnaissance de l'accréditation des biobanques des régions sont maintenant acceptées suite à la publication de ILAC P4, P5 et R6. Cette évaluation des coopérations régionales candidates pour cette portée est la dernière étape du processus d'extension de l'accord de reconnaissance mutuelle d'ILAC pour inclure l'accréditation des biobanques.

2.3.2 Un nouveau membre

Le Quality and Accreditation Institute, Centre for Laboratory Accreditation (QAI CLA), en Inde, vient d'être admis en tant que membre à part entière d'ILAC.

2.3.3 Une extension

Le statut de signataire de l'International Accreditation Service, Inc (IAS), USA, a été étendu pour inclure les essais médicaux (ISO 15189).

2.3.4 Numérique

L'ILAC a signé la déclaration commune d'intention sur la transformation numérique dans l'infrastructure internationale scientifique et de qualité.

2.4 EA

2.4.1 Comité des laboratoires

Le nouveau Vice-président du Comité de Laboratoire de l'EA est Maarten Aerts (NA) de Norvège

2.4.2 PV de l'AG

Le projet de procès-verbal de l'AG de l'EA 2022 qui s'est tenue à Bruxelles le 23 novembre a été publié. La présidente a été promue directeur général dans son ministère tout en restant en charge de BELAC, après débat lors de l'AG elle reste présidente de EA. L'AG rend également hommage à Daniel Pierre (décédé en novembre 2022) ancien président du COFRAC, d'EA et d'ILAC.

2.4.3 Publications d'EA révisés

Les publications suivantes ont été mises à jour :

- EA-INF/17 révisé Registre des résolutions de l'EA à l'usage de l'EA, des organismes nationaux d'accréditation et des évaluateurs de l'EA ;
- EA-INF/03 révisé Signataires de l'accord multilatéral EA ;
- EA-INF/02 révisé — Personnes de contact des membres de l'EA, des parties prenantes reconnues et des observateurs ;
- Liste révisée EA-INF/01 des publications et documents internationaux de l'EA (avec des mises à jour, notamment sur les normes de niveau 3 ISO 15189 et ISO 20387) ;
- EA-INF/05 révisé Répertoire des législations européennes et des systèmes de l'UE contenant des dispositions relatives à l'accréditation et/ou à l'évaluation de la conformité :

2.5 UKAS et Brexit

Cette nouvelle rubrique est devenue nécessaire depuis le BREXIT.

- Les entreprises et les organisations du secteur chimique ont massivement soutenu l'extension des délais d'enregistrement transitoires pour le nouveau régime REACH post-Brexit au Royaume-Uni, en réponse à un processus de consultation de Whitehall ;

3 L'actualité en normalisation

3.1 Publication de normes

3.2 ISO

3.2.1 Prochaine réunion de ISO/TC 135

Les réunions des groupes de travail et des groupes ad hoc, se tiendront du mercredi 5 au dimanche 9 juillet 2023, à Lisbonne, au Portugal. L'ISO/TC 135 et les réunions connexes se tiendront en même temps que la 13e Conférence européenne sur les essais non destructifs (ECNDT 2023), du lundi 3 au vendredi 7 juillet 2023 ;

3.2.2 Nouvelles normes

- ISO/IEC 24-668 : Cadre de gestion des processus pour l'analyse du Big Data ;
- ISO 15189:2022 Laboratoires médicaux — Exigences en matière de qualité et de compétence ;

3.2.3 Projet de norme ISO TS 23406

Ce projet en cours de consultation (jusqu'à fin mars) est relatif au secteur nucléaire ; il défini les exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management de la qualité d'organisations fournissant des produits et services importants pour la sûreté nucléaire (IPSN). La norme complètera la norme ISO/IEC 17021-1.

3.3 Les travaux du CASCO

Rappel : le CASCO est le comité de l'ISO qui traite des questions d'évaluation de la conformité.

3.3.1 Membre du CASCO

- La demande de la Nuclear Quality Standard Association (NQSA France) pour obtenir le statut de liaison C avec le JWG 62 de l'ISO/CASCO a été approuvée par 100 % des membres P du CASCO ;

3.3.2 Révision des termes de référence du CASCO

Le projet de termes de référence (TOR) révisé est soumis à consultation

3.3.3 Une norme en cours de finalisation

Le vote sur le projet final de norme internationale ISO/IEC 17043, Évaluation de la conformité - Exigences générales concernant la compétence des prestataires d'essais d'aptitude, se terminera le 16 mars 2023.